

Union Départementale des Associations Autonomes de Parents d'Elèves 91

COMMUNIQUE

8 avril 2024

Après l'agression d'une jeune collégienne du collège Arthur Rimbaud de Montpellier, nous déplorons un nouvel évènement tragique qui a conduit au décès d'un collégien de notre département, l'Essonne, et qui plonge à nouveau tous les élèves, les parents d'élèves et la communauté éducative dans la détresse et l'effroi.

Nos pensées solidaires vont d'abord aux familles et proches, ainsi qu'à la communauté éducative du collège Arthur Rimbaud de Montpellier et du collège des Sablons de Viry-Châtillon, aujourd'hui dans le deuil.

Les parents d'élèves autonomes de l'**UDAAPE91** condamnent sans réserve ces comportements violents et s'interrogent sur la transmission des valeurs auprès des jeunes adolescents. En effet, la violence dont font preuve certains élèves dénote un manque total de repères.

D'une part, l'**UDAAPE91** rappelle que même si l'école délivre un enseignement des valeurs morales et civiques, les parents ont un devoir d'éduquer leurs enfants à la tolérance et au respect des choix de chacun. La coéducation implique une responsabilité partagée entre Ecole et Famille, sans pour autant que l'Éducation Nationale ne se substitue aux parents qui demeurent les premiers éducateurs de leurs enfants.

D'autres part, les parents d'élèves autonomes de l'**UDAAPE91** rappellent qu'ils confient leurs enfants durant le temps scolaire à l'École et demandent à l'État et aux collectivités territoriales de se donner les moyens d'assurer la sécurité à laquelle ils ont droit.

Cette responsabilité semble avoir été oubliée par notre gouvernement qui nous annonce la **suppression de 1 112 postes d'assistant d'éducation (AED) alors même que nous manquons déjà d'AED et CPE**, ainsi que 692 millions d'euros de coupe dans le budget de l'Éducation Nationale pour la rentrée 2024, dont 70% concerneront les ressources humaines.

Comme lors du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale de l'Essonne du 27 février 2024, l'**UDAAPE91** déplore ces nouvelles réductions de moyens et demande au gouvernement d'annuler ces coupes pour enfin :

1. Augmenter le taux d'encadrement afin de garantir de meilleures conditions de travail à l'ensemble des personnels engagés pour l'éducation de nos élèves, notamment les AED, CPE et enseignants ;
2. Améliorer la sureté au sein et aux abords des établissements scolaires afin de garantir la sécurité et la réussite de tous les élèves dans le 1^{er} et le 2nd degré ;
3. Donner corps aux promesses de lutte contre le harcèlement scolaire, « priorité absolue¹ », de transparence à l'égard des familles de victime et de consistance au programme de prévention PHARE mené localement par des personnels ressources et de directions engagés mais épuisés et insuffisamment accompagnés, formés et soutenus ;
4. Inverser la politique d'austérité en place depuis plus de 10 ans avec ses conséquences bien visibles, tragiques et mortifères qui ne cessent de se multiplier, faute de moyens humains et financiers.

¹ <https://www.education.gouv.fr/bo/2024/Hebdo6/MENE2403161C>